

## **L'humain est au centre de la société : est-ce encore vrai ? Et sinon que faire ?**

### **Le postulat : L'humain doit être au centre de la société**

Cette affirmation semble une évidence dans le cadre de nos valeurs humanistes, mais l'évolution actuelle des sociétés et le phénomène de mondialisation permettent de s'interroger sur un postulat alternatif, lequel, malheureusement me semble refléter la société mondialisée actuelle : *l'argent est au centre de la société*. Quand on assiste à un système dans lequel la compétitivité des pays dits émergents repose sur l'asservissement des masses dans un système très coercitif et très peu libertaire, axé uniquement vers le profit à travers les exportations, on prend conscience de la situation : de ces enfants exploités, de ces ouvriers travaillant 12 à 15h par jour pour un salaire dérisoire au profit de ceux qui achètent leur production, certes, mais surtout des groupes multinationaux ayant délocalisé leur production dans ces pays... au seul bénéfice de leurs actionnaires.

Car actuellement, sans discussion possible, et depuis l'insidieuse prise de pouvoir des mondes de la Finance et des multinationales, *l'humain n'est plus au centre de la société*. *C'est l'argent qui a occupé cette place*. Il n'y a pas de limite à la recherche de rendements toujours accrus, même si les dégâts humains en sont évidents.

Accepter le postulat signifie donc se débarrasser des pouvoirs dominants de l'argent, à travers ses canaux, les multinationales et les institutions financières. Pour ces dernières en effet, a fortiori depuis la suppression de la frontière entre banques de détail, supposées recycler l'épargne en investissement et banques d'investissement, l'appétit de ces dernières pour des rendements exorbitants les conduisent non seulement à une prise de risque élevée (pas de rendement sans risque, de nombreux modèles l'ont prouvé) mais surtout à l'oubli de toute priorité économique au profit de la hausse des rendements.

Instruments de ce pouvoir de l'argent, les agences de notation courent après les risques sans avoir aucune capacité pour les anticiper. Ceci a conduit à la situation actuelle que nous connaissons tous.

Accepter d'inverser le pouvoir entre l'argent et l'humain, c'est donc d'abord remettre en cause tout le dispositif sociétal prévalant actuellement. C'est d'abord renverser tous les gouvernements qui ont joué le jeu des multinationales et de la Finance, (comme en GB, en France et en Italie) ou, comme dans l'Amérique de Barack Obama qui tentait d'essayer de changer les choses en mettant en place une protection sociale par ex et s'est trouvé en butte au pouvoir des « possédants », adeptes du Tea Party, soucieux de défendre leur priorité, leur argent, au nom de doctrines libérales érigées en dogmes...

Tout ceci pour dire que notre postulat de départ est loin d'être admis mondialement ! A mon humble avis, seule une révolution mondiale, telle celle qui s'amorce à travers le mouvement des indignés, peut éventuellement renverser à court terme les priorités qui s'imposeront aux gouvernements. Soutenus dans leur campagne par l'argent des multinationales et des banques, pourquoi nos gouvernants iraient-ils en effet défendre des intérêts opposés au système qui les soutient, ceux du plus grand nombre, cad l'humain.

Ma conclusion personnelle est donc que l'humain ne sera remis au centre de la société qu'à la suite d'un conflit international. Conflit entre les dominants et les dominés, qui rappelle chez nous la révolution de 1789, en Chine la révolution culturelle (qui n'a pas toujours profité au pays) et en URSS la révolution dont on connaît hélas les conséquences.

Il me semble cependant peu probable qu'une révolution mondiale se produise effectivement car les possédants lâcheront du lest ou diront qu'ils veulent le faire (citons en ex les récentes déclarations de NS sur PSA !!!)

Donc, la question est de mon point de vue : sans révolution mondiale, sans soulèvement des pauvres contre le système élaboré par les riches pour leur profit personnel, comment remettre l'humain au centre de la société ?

Pas facile sans explosion, mais essayons quand même de tracer quelques pistes pour répondre aux trois sous-questions : politique, économique et sociale

Excluons d'abord la généralisation du fanatisme, au nom duquel il est facile d'imposer une oppression. Les modèles Lybiens et tunisien, dans des pays qui avaient tous les atouts pour garantir la démocratie dans le développement économique, laissent à réfléchir. En Lybie, avec le retour de la Charia, la moitié féminine de l'humanité a perdu ses droits depuis le fameux « printemps arabe ». Peut-on délibérément exclure les femmes de la condition humaine ?

**Donc examinons maintenant la question plus ciblée : comment sortir de la prééminence de l'argent et de la place actuelle de celui-ci au cœur des sociétés, sur le plan politique, économique et social.**

#### ***Sur le plan politique,***

Cette évolution suppose évidemment un consensus, même partiel et une intégration. Une piste serait une Europe s'appuyant sur des gouvernements socio-démocrates dans les cinq principales puissances : Allemagne, GB, France, Italie, Espagne. Pas évident à court terme mais pas exclu à horizon deux ans. Berlusconi est tombé, les dirigeants français, allemands et anglais sont en grande difficulté dans les sondages. Supposons (on a le droit de rêver) qu'en 2012-2013 une majorité socio-démocrate émerge dans ces pays et refonde un nouveau traité européen, mettant le social, donc l'humain, au cœur des priorités. Cette Europe là serait viable et pourrait s'orienter vers une véritable intégration, sans laquelle notre Europe n'a aucune chance de retrouver le chemin de la croissance.

#### ***Sur le plan économique,***

- il faudrait prendre à mon sens le contrepied intégral des politiques actuelles : relance par les déficits, et non pas rigueur mal gérée, dévaluation monétaire, autonomie véritable de la BCE. Quitte à exclure l'Allemagne du dispositif si elle continue à défendre à court terme son pré carré ou plutôt celui des actionnaires de ses entreprises.
- Il faut aussi, comme les USA, avoir le courage de renouer avec un certain protectionnisme, quitte à ce que nos compatriotes n'achètent plus chaque année un nouvel écran plat ! Surtout éviter de confier la dette européenne à la Chine, ce qui nous retirerait toute marge d'action, mais plutôt émettre un grand emprunt sur le modèle « Pinay », emprunt forcé pour les plus riches à travers une seule alternative pour eux: souscrire l'emprunt ou payer des impôts très accrus. Cet emprunt (rien avoir avec le « grand emprunt », vitrine peu crédible du sarkozysme) servirait à circonscrire notre dette à l'intérieur du pays (ou encore mieux, si l'harmonisation politique et fiscale le permettait, un dispositif similaire au niveau européen. Si, en effet, seuls les européens détiennent la dette européenne, l'Europe recouvrira son indépendance monétaire et son pouvoir de battre monnaie (je ne crois plus au franc, mais mieux vaudrait quand même un retour au franc qu'un euro servant exclusivement les intérêts des capitalistes allemands).

- Une autre piste efficace au niveau européen pourrait être la taxation à 75% des profits dépassant 10% ou 12% du montant des fonds propres des entreprises ou des capitaux détenus par les ménages. Facile pour les entreprises, pour les ménages, ceci ne concerne évidemment que les plus riches...payant encore un peu d'ISF... il suffirait de rapporter les revenus du capital (incluant les plus-values en capital ) et... la déclaration d'ISF !

**Sur le plan social**, enfin il faudrait :

- avoir le courage de faire « la chasse au gaspi » renforcer les fonctionnaires en charge d'identifier les dérives du système de protection : mieux contrôler les médecins et les arrêts de travail abusifs, limiter la durée de l'inscription à l'ANPE et après qq mois mettre en place des grands travaux, sur le modèle de Roosevelt aux USA.
- Ne pas hésiter à sanctionner les abus : retrait d'indemnités aux fraudeurs avérés, qu'ils soient médecins ou patients, création de centres (type Kibboutz) pour les enfants délinquants...contrôle de l'immigration illégale hors réfugiés politiques avérés.
- Inciter les familles à la natalité, seule garante d'une croissance à MT. En effet, à cet égard, la politique actuelle de l'Allemagne s'inscrit en droite ligne dans les nécessités de sa démographie... très éloignée de celle des pays du Sud, qui ne doivent pas se laisser imposer une contrainte qui n'est pas la leur. Endetter les générations futures, si elles sont plus nombreuses à supporter le fardeau de la dette, n'a jamais posé de pb à ce jour. Le pb est que l'Allemagne, en déclin démographique, nous impose sa philosophie de rigueur au nom d'une situation démographique qui n'est pas la nôtre.
- Cessons d'exporter nos jeunes diplômés, importons au contraire des diplômés étrangers (l'inverse exactement de ce qu'on fait), attirons chez nous les riches du monde entier (notre belle Europe est la destination préférée des touristes et des retraités du monde entier), et taxons cette richesse... modérément mais fermement. Le modèle de l'Australie serait à cet égard intéressant à analyser et à reproduire.

Mai 2012